

CONDITIONS GENERALES & CHARTE DE CONFIDENTIALITÉ

ARTICLE 1 : GENERALITES

Le service Omnispace est soumis aux Conditions Générales ci-après et entre en vigueur à compter de la validation par l'utilisateur qui reconnaît ainsi les accepter pleinement. Le présent document est soumis au droit Français et Européen, complété par les traités ratifiés par l'État français.

ARTICLE 2 : DÉFINITIONS

Utilisateur : Personne physique ou morale ayant souscrit au service Omnispace.
Espace : Espace numérique de travail (logiciel open-source) développé par Omnispace et utilisé dans le cadre de ses services.
Serveurs : Infrastructure matérielle et logicielle sur lequel est basé le service Omnispace. Les serveurs contiennent également les données des utilisateurs d'Omnispace.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS D'OMNISPACE

Omnispace s'engage à tout mettre en œuvre pour assurer la permanence et la qualité des services qu'il propose, en offrant une disponibilité de 99.9 % de ses serveurs. Les données et serveurs d'Omnispace sont situés en France dans les datacenters des Strasbourg et Roubaix du leader français et européen OVH.

L'accès à votre espace se fait via une connexion sécurisée via SSL/TLS : Chiffrement via l'algorithme SHA256 et clé RSA 2048 bits. Les données de chaque espace sont sauvegardées quotidiennement sur nos serveurs déportés.

Omnispace se réserve la possibilité d'améliorer à tout moment les caractéristiques de ses infrastructures techniques et du choix de ses fournisseurs. Ces modifications permettront d'offrir des performances supérieures à celles fournies au moment de l'acceptation du présent contrat.

Omnispace se refuse d'héberger les contenus ne respectant pas la dignité humaine, le droit d'auteur et d'une manière générale la réglementation Française et Européenne en vigueur. S'il n'est soumis à aucune obligation de contrôler les données stockées sur ses serveurs et relevant d'activités illicites, Omnispace se réserve cependant le droit de suspendre les espaces ne respectant pas la réglementation Française et Européenne en vigueur.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE L'UTILISATEUR

L'utilisateur certifie avoir plus de 13 ans, condition légale nécessaire à l'utilisation du service Omnispace (réseau social privé). Par ailleurs, l'utilisateur s'engage à ne pas se servir des fonctionnalités de messagerie pour envoyer des messages non sollicités et en grand nombre (spam). L'utilisateur reconnaît que diffuser des œuvres protégées sans autorisation à travers un système d'échange de fichiers, porte directement atteinte aux droits de propriété intellectuelle des auteurs et de leurs ayants droits.

L'utilisateur/administrateur d'un espace reste principal responsable de la sauvegarde manuelle des données de son espace (cf. options de sauvegarde du module «paramétrage général»). Omnispace effectue des sauvegardes quotidiennes pour ses besoins internes, il ne pourra cependant être amené à récupérer une sauvegarde automatique pour les besoins spécifiques d'un utilisateur.

ARTICLE 5 : CHARTE DE CONFIDENTIALITÉ ET RGPD

Omnispace n'acquiert aucun droit sur le contenu envoyé par ses utilisateurs sur ses serveurs et s'interdit de copier les informations qui lui sont confiées en dehors de sa prestation normale de sauvegarde.

Dans le respect de la nouvelle Réglementation Générale sur la Protection des Données (RGPD), Omnispace s'engage à ne pas transmettre à des tiers les données qui lui sont confiées. Le respect de la confidentialité des données constitue par conséquent une priorité dans le traitement de l'information.

Contrairement aux services proposés par de grandes sociétés privées, les ressources et données personnelles hébergées sur Omnispace restent la propriété de leurs auteurs respectifs et ne font l'objet d'aucune exploitation statistique ou commerciale. Ce service est par conséquent exempt de toute publicité.

ARTICLE 6 : SERVICES GOOGLE ET POLITIQUE DE CONFIDENTIALITÉ

Chaque espace peut activer et paramétrer des services Google intégrés, comme par exemple la connexion via Gmail ou l'affichage des coordonnées de contacts/utilisateurs via Google Maps. La connexion via Gmail permet également l'importation de contacts pour envoyer des emails d'invitation. L'administrateur d'un espace peut ainsi activer ou désactiver ces fonctionnalités à tout moment, via le module «paramétrage général». Par ailleurs, Analytics est utilisé pour des mesures d'audiences réservées à l'administration du service Omnispace.

Les données exploitées par les API de Google ne sont utilisées qu'au sein du service Omnispace, et limitées aux champs email, nom, prénom et adresse de chaque utilisateur. Ainsi ne sont concernées que les données fournies par chaque utilisateur d'Omnispace et renseignées sur leur propre profil utilisateur.

ARTICLE 7 : DONNÉES DE L'UTILISATEUR ET ABONNEMENTS

Les espaces gratuits basés sur l'offre «Omnispace découverte» et n'ayant pas été utilisés depuis plus de douze mois, ainsi que tout autre espace inutilisé depuis plus de trois ans seront supprimés dans leur intégralité en vue d'optimiser les ressources et infrastructures d'Omnispace.

Les espaces dont l'abonnement a récemment expiré restent actifs pour leurs utilisateurs lambda, mais l'usage des administrateurs s'en trouve progressivement limité. Un message persistant est ainsi adressé aux administrateurs lorsqu'ils accèdent à leur espace, invitant au renouvellement de l'abonnement.

ARTICLE 8 : ÉVOLUTION D'ABONNEMENT, RÉTRACTATION ET CONTESTATION

Durant les quatre premiers mois d'un abonnement, il est possible de passer à l'offre supérieure en ne payant que la différence entre l'ancien et le nouvel abonnement (cf. «Upgrade d'abonnement»). Au delà de ce délai, tout changement d'abonnement en cours d'année ne peut ouvrir droit à un remboursement au prorata des mois restants sur l'abonnement en cours.

Le Code de la Consommation prévoit dans son article L121-20-2 que "le droit de rétractation ne peut être exercé (...) pour les contrats de fourniture de service dont l'exécution a commencé, avec l'accord du consommateur, avant la fin du délai de sept jours francs". Le Client est donc informé qu'il ne peut, en application de ces dispositions, exercer un droit de rétractation prématuré.

En cas de différend relatif à l'application du présent contrat, les parties doivent se soumettre à une conciliation préalable, devant ainsi permettre de trouver un accord amiable. Aucune des parties ne pourra saisir une quelconque autorité sans s'être soumise à cette conciliation. Toute action engagée par l'une ou l'autre des parties en inobservation de cette clause sera irrecevable, sauf en cas de référé légitime.